

NOTES DE LECTURE

LETTRE OUVERTE À EMMANUEL NDIONE À PROPOS DE
SON OUVRAGE

«LE DON ET LE RECOURS», ENDA, DAKAR, 1992

Jean-François Werner
ORSTOM

Bonjour,

Venant de prendre connaissance de votre ouvrage «Le don et le recours», je me permets de vous faire part des commentaires et réflexions provoqués par une lecture qui m'a apporté, je dois le souligner d'emblée, beaucoup de plaisir.

C'est dans le cadre d'un travail d'équipe en cours sur les processus d'individualisation en Afrique¹ que j'ai été amené à lire votre ouvrage d'une façon volontairement biaisée puisque j'y cherchais des éléments de réponse aux multiples questions que pose cette problématique.

Classiquement, on considère en effet que l'instauration d'une économie de marché est un facteur favorable à l'épanouissement de l'individu et on peut se demander ce qu'il en est dans des sociétés où, comme vous le faites remarquer, l'économie s'inscrit davantage dans un système d'échanges généralisé (don/contre-don) que dans des rapports marchands. A partir des premiers résultats de nos recherches, on peut d'ores et déjà affirmer que le rapport entre l'individu et le groupe est probablement plus complexe que ne le laisse supposer votre assertion (cf. p. 78) selon laquelle, dans le droit fil d'une définition holiste de cette société, «le groupe prime sur l'individu».

Pour en revenir à votre ouvrage, je voudrais vous féliciter pour le courage intellectuel dont vous faites preuve en révélant au lecteur vos erreurs, échecs,

tâtonnements, etc.. Un tel comportement témoigne d'une honnêteté intellectuelle - trop rare à mon avis dans le champ de la recherche - seule à même de permettre l'émergence de cette curiosité empreinte de tolérance qui vous est propre. En acceptant de faire ainsi une place au doute et à l'incertitude, vous enracinez votre démarche dans une attitude résolument scientifique.

Et pour continuer dans le registre des appréciations positives, j'ai vivement apprécié le pragmatisme de votre démarche, la précision des observations effectuées (vous ne mettez pas assez l'accent à mon avis sur leur durée, un facteur qui augmente considérablement la fiabilité de ce type d'enquête) et ce va-et-vient permanent entre la réflexion et l'action, la théorie et la pratique, le niveau collectif et les études de cas individuels qui vous permettent au bout du compte de proposer des analyses sociologiques toutes en profondeur et en finesse.

Enfin, «last but not least», je voudrais vous remercier pour le plaisir que m'a apporté une écriture qui ne verse jamais dans la pédanterie et l'affectation mais sait rendre compte de façon vivante et enjouée de la réalité au quotidien d'une société en effervescence.

Ceci dit, et comme vous le demandez dans votre «Appel aux critiques des lecteurs», je me permettrai à présent de vous faire part de mes commentaires, critiques et interrogations:

(1) Pour ceux (dont je suis) qui ne connaissent pas vos écrits antérieurs, il aurait été utile de définir le sens de certains termes fréquemment employés - comme «tiroirs²» ou «grappes» - ou d'explicitier la genèse d'un néologisme comme «relié».

Par ailleurs, j'ai noté l'absence significative du terme «solidarité», tarte à la crème des ethnologues et autres africanistes, qui me paraît être une notion typiquement ethnocentrique.

(2) En introduction, j'aurais apprécié (en tant que lecteur non averti) que l'on m'explique succinctement ce qu'est le projet CHODAK (son histoire, son organisation, ses modalités de fonctionnement, ses objectifs, la manière dont sont recrutés ses animateurs et animatrices, ses sources de financement, etc...). En l'absence de tels renseignements, s'élabore progressivement l'image floue d'une entité plutôt mystérieuse, au pouvoir exorbitant, qui entretient avec la population locale des rapports que je qualifierai de clientélistes.

Dans le même ordre d'idée, la non-distinction faite par l'auteur du texte entre le «nous» collectif qui renvoie à l'équipe et le «nous» de convention du sujet de l'écriture entraîne dans l'esprit du lecteur une confusion préjudiciable à sa compréhension de l'exposé.

(3) Le grand mérite de votre étude est de montrer avec force que la vision occidentale (ou plutôt née en Occident) d'un secteur économique qui serait autonome - qui existerait en soi - est remise en question par de nombreuses sociétés du Sud où des logiques métisses (pour reprendre l'expression de J.L. Amselle³) prennent le pas sur une vision du monde monodimensionnelle et réductrice (que vous appelez encore «anthropocentrique» ou «manichéenne») adoptée par l'Occident au nom d'une rationalité volontiers impérialiste.

Or, cette «économie populaire» (mais ne faudrait-il pas dans ces conditions inventer un autre terme que celui d'économie?...) dont vous décrivez si précisément les rouages - sans en omettre les zones d'ombre - est caractérisée justement par la mise en relation de «toutes les dimensions de la vie» en fonction d'une rationalité qui fait de l'économie un moyen et non une fin.

A ce sujet, je me permets de signaler à votre attention tout un courant de pensée qui s'exprime depuis quelques années dans les pages de «La revue du MAUSS» (Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales) et qui remet en question l'hégémonie de la pensée économique orthodoxe pour laquelle il n'y aurait point de salut en dehors des lois du marché (cf., par exemple, un article récent de Godbout⁴).

(4) Par ailleurs, je suis entièrement d'accord avec vous quand vous identifiez le développement comme une entreprise visant à la transformation culturelle des sociétés dites «sous-développées» selon une conception crypto-évolutionniste des rapports entre le Nord et le Sud qui s'apparente à un mauvais remake de l'affrontement entre «civilisés» et «non-civilisés».

Or, on est en droit de s'interroger, en tant que citoyen et intellectuel, sur le devenir à long terme des sociétés industrialisées où l'économie devenue autonome a tendance à s'hypertrophier et à détruire ce «terroir social» qui en est la fondation même⁵. Un travail comme le votre est un argument apporté à tous ceux qui contestent la main-mise de l'économie sur la société et constitue une leçon que les «développés» auraient tout intérêt à méditer.

Pour terminer, je me demande si cette «société alternative», dont vous vantez les mérites dans votre conclusion, est viable politiquement parlant. En effet, on ne voit pas de quelle manière cette société civile pourrait s'articuler avec un Etat-nation démocratique, seul garant à mes yeux d'un minimum de cohésion sociale dans une société plurielle travaillée par des pulsions centrifuges...

En espérant avoir la possibilité de vous rencontrer un jour prochain, je vous prie d'accepter mes cordiales salutations.

P.S. : Il est très difficile de se procurer votre bouquin ailleurs qu'à Dakar : une situation préjudiciable à la diffusion d'un ouvrage qui mériterait d'être largement connu et discuté.

¹ de recherches sur l'individualisation en Afrique dont le rapport collectif final est sous presse.

² A propos du terme «tiroir», on ne sait pas, lorsqu'il est mis dans la bouche d'un informateur (cf. p. 158, les propos rapportés en italique de Sémou), si on est en présence d'une citation littérale ou d'une métaphore propre à l'auteur-interprète.

³ Amselle J.L., 1990, Logiques métisses, Paris, Payot.

⁴ Godbout J.T., 1992, La circulation par le don, in La revue du MAUSS, 15-16 : 215-232.

⁵ Roustang B. et Perret B., 1993, L'Economie contre la Société, Paris, Seuil.

G I D I S - C I

**GROUPEMENT INTERDISCIPLINAIRE
EN SCIENCES SOCIALES
CÔTE-D'IVOIRE**

**BULLETIN DU GIDIS-CI
N° 8**

Août 1994

**EDITE PAR LE CENTRE ORSTOM DE PETIT BASSAM
04 BP 293 ABIDJAN 04 - COTE D'IVOIRE
TÉL. : 35 43 67 - 35 70 67**